

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/2/Add.61
18 octobre 2000

(00-4301)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Communication de la Jordanie

Addendum

La Mission permanente du Royaume hachémite de Jordanie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

I. MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES PRISES À LA SUITE DE LA NÉGOCIATION DE L'ACCORD, OU D'ORES ET DÉJÀ EN VIGUEUR, POUR ASSURER L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD:

1. Pour assurer le respect des dispositions de l'Accord OTC et des engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC, la Jordanie a incorporé toutes les activités liées aux normes, aux règlements techniques, aux procédures d'évaluation de la conformité et aux renseignements qui sont visées par l'Accord OTC dans les dispositions de la nouvelle Loi n° 22 de 2000 sur les normes et la métrologie, en vigueur depuis le 16 mai 2000. Le tableau ci-après indique dans quels articles correspondants de la Loi sur les normes et la métrologie les articles de l'Accord OTC ont été incorporés.

Article de l'Accord OTC	Article de la Loi sur les normes et la métrologie
Article 1.2 et annexe 1	Article 2/Définitions
Article 1.3	Article 5.a.1
Article 2.1	Article 16.a
Article 2.2	Article 11.b
Article 2.3	Article 12.b
Article 2.4	Article 11.c
Article 2.5	Article 11.b
Article 2.6	Article 5.11
Article 2.7	Article 12.a
Article 2.8	Article 11.a
Article 2.9	Article 23.a

Article de l'Accord OTC	Article de la Loi sur les normes et la métrologie
Article 2.9.1	Article 23.a.1
Article 2.9.2	Article 23.a.2
Article 2.9.3	Article 25.a.3
Article 2.9.4	Article 23.a.3
Article 2.10	Article 23.c
Article 2.10.1	Article 23.c.1
Article 2.10.2	Article 25.a.3
Article 2.10.3	Article 23.c.3, 23.c.1
Article 2.11	Article 23.b
Article 2.12	Article 23.b
Article 4	Inclus implicitement dans l'article 13
Article 5.1.1	Article 14.b
Article 5.1.2	Article 14.a
Article 5.2.1	Article 15.a
Article 5.2.2	Article 15.a
Article 5.2.3	Article 15.a
Article 5.2.4	Article 15.c
Article 5.2.5	Article 15.a
Article 5.2.7	Article 15.b
Article 5.2.8	Article 15.a
Article 5.4	Article 14.a
Article 5.5	Article 5.11
Article 5.6	Article 23.a
Article 5.6.1	Article 23.a.1
Article 5.6.2	Article 23.a.2
Article 5.6.3	Article 25.a.3
Article 5.6.4	Article 23.a.3
Article 5.7	Article 23.c
Article 5.7.1	Article 23.c.1
Article 5.7.2	Article 25.a.3
Article 5.7.3	Article 23.c.3, 23.c.1
Article 5.8	Article 23.b
Article 5.9	Article 23.b
Article 6.1	Article 15.a
Article 6.1.1	Article 20.d
Article 6.3	Article 19. 20.c

Article de l'Accord OTC	Article de la Loi sur les normes et la métrologie
Article 6.4	Inclus implicitement dans l'article 20.b
Article 10.1	Article 25
Article 10.1.1	Article 25.a.1
Article 10.1.2	Article 25.a.1
Article 10.1.3	Article 25.a.1
Article 10.1.4	Article 25.a.2
Article 10.4	Article 25.a.3
Annexe 3	Article 13
A, B, C, D, H, J, K, L, M, N de l'annexe 3	Inclus implicitement dans l'article 13
E de l'annexe 3	Article 11.b
F de l'annexe 3	Article 11.c
G de l'annexe 3	Article 5.11
I de l'annexe 3	Article 11.a
O de l'annexe 3	Article 23.b
P de l'annexe 3	Article 25.a.3

2. L'Organisation jordanienne des normes et de la métrologie (JISM) est la seule autorité du Royaume qui est responsable d'établir des normes conformément à l'article 5.b de la Loi sur les normes et la métrologie. D'autres ministères et organismes gouvernementaux peuvent toutefois établir des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité, mais ils doivent respecter les dispositions incorporées dans la Loi sur les normes et la métrologie (article 24).

3. En outre, la Jordanie a adopté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes à l'article 13 de la loi. La JISM révisé actuellement les instructions sur la préparation des normes pour assurer leur conformité au Code de pratique.

II. TITRES DES PUBLICATIONS DANS LESQUELLES LES MEMBRES ANNONCENT LA MISE À L'ÉTUDE DE PROJETS DE RÈGLEMENTS, DE NORMES OU DE PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ, ET DE CELLES OÙ SONT PUBLIÉS LES RÈGLEMENTS TECHNIQUES, NORMES OU PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ AU TITRE DES ARTICLES 2.9.1, 2.11; 3.1 (EN RELATION AVEC L'ARTICLE 2.9.1 ET 2.11); 5.6.1, 5.8; 7.1, 8.1 ET 9.2 (EN RELATION AVEC L'ARTICLE 5.6.1 ET 5.8); ET DES PARAGRAPHES J, L ET O DE L'ANNEXE 3 DE L'ACCORD:

4. La publication utilisée pour annoncer la mise à l'étude des projets de règlements et de procédures d'évaluation de la conformité est un bulletin trimestriel intitulé "Standards and Metrology News" qui contient le programme de travail de l'Organisation. Le Conseil de la JISM peut ensuite adopter les projets de normes comme des règlements techniques s'ils permettent d'atteindre l'un des objectifs légitimes.

5. Les titres des règlements techniques et les instructions sur les procédures d'évaluation de la conformité sont publiés dans le Journal officiel. Les produits visés par les projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité, ainsi qu'un résumé de leurs objectifs et de

leur raison d'être, sont promptement notifiés à l'OMC. Les textes proprement dits ne sont pas publiés, mais ils peuvent être obtenus sur demande au Centre d'information/Point d'information OTC.

III. DÉLAIS QUI SERONT VRAISEMBLABLEMENT MÉNAGÉS POUR LA PRÉSENTATION ÉCRITE D'OBSERVATIONS SUR LES RÈGLEMENTS TECHNIQUES, NORMES ET PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ AU TITRE DES ARTICLES 2.9.4 ET 2.10.3; 3.1 (EN RELATION AVEC L'ARTICLE 2.9.4 ET 2.10.3); 5.6.4 ET 5.7.3; 7.1, 8.1 ET 9.2 (EN RELATION AVEC L'ARTICLE 5.6.4 ET 5.7.3); ET DU PARAGRAPHE L DE L'ANNEXE 3 DE L'ACCORD:

6. Le délai accordé aux Membres pour présenter par écrit leurs observations sur les projets de règlements techniques, de normes et de procédures d'évaluation de la conformité est de 60 jours, conformément à la suggestion du Comité des obstacles techniques au commerce.

IV. NOM ET ADRESSE DU (DES) POINT(S) D'INFORMATION PRÉVU(S) À L'ARTICLE 10.1 ET 10.3 DE L'ACCORD:

7. Nom du point d'information: TBT Enquiry Point (Point d'information OTC)

Adresse: Enquiry Point (Point d'information)

Information Center (Centre d'information)

Jordan Institution for Standards and Metrology (Organisation jordanienne des normes et de la métrologie)

Adresse postale: P.O. BOX 941287

Amman – 11194 Jordanie

Personne à contacter: Rula Madanat/Directeur du Centre d'information

Téléphone: +962-6-5680139

Téléfax: +962-6-5681099

Courrier électronique: jism@nic.net.jo

V. NOM ET ADRESSE DE TOUTE AUTRE INSTITUTION CHARGÉE DE FONCTIONS DÉTERMINÉES AU TITRE DE L'ACCORD, Y COMPRIS CELLES QUI SONT PRÉVUES À L'ARTICLE 10.10 ET 10.11 DE L'ACCORD:

8. L'organisme chargé des fonctions liées à la normalisation, aux règlements techniques et à l'évaluation de la conformité est:

Jordan Institution for Standards and Metrology (Organisation jordanienne des normes et de la métrologie)

Adresse postale: P.O. BOX 941287 Amman

11194 Jordanie

Personne à contacter: Hassan Saudi/Directeur général

Téléphone: +962-6-5680139

Téléfax: +962-6-5681099

Courrier électronique: jism@nic.net.jo

9. Tel que mentionné plus haut, la Loi sur les normes et la métrologie donne le droit à d'autres organismes officiels d'élaborer, d'adopter et d'appliquer des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité. Ces organismes officiels doivent respecter les dispositions de cette loi,

lesquelles sont conformes à l'Accord. Il n'y a pas d'autre point d'information OTC dans le Royaume, à l'exception de celui mentionné ci-dessus.

Organisme responsable des notifications OTC:

Adresse: Directorate of International Organization Affairs (Direction des affaires liées aux organisations internationales)

Ministry of Industry and Trade (Ministère de l'industrie et du commerce)

Adresse postale: P.O. BOX 2019 Amman

11181 Jordanie

Personne à contacter: Mlle Maha Ali

Téléphone: +962-6-5607191

Téléfax: +962-6-5603721

Courrier électronique: maha@mit.gov.jo

VI. MESURES ET ARRANGEMENTS VISANT À FAIRE EN SORTE QUE LES AUTORITÉS NATIONALES ET INFRANATIONALES, LORSQU'ELLES ÉLABORENT DE NOUVEAUX RÈGLEMENTS TECHNIQUES OU DE NOUVELLES PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ, OU LORSQU'ELLES MODIFIENT CEUX-CI DE FAÇON SUBSTANTIELLE, FOURNISSENT DES INFORMATIONS SUR LEURS PROPOSITIONS ASSEZ TÔT POUR PERMETTRE AU MEMBRE CONCERNÉ DE REMPLIR LES OBLIGATIONS QUI LUI INCOMBENT AU TITRE DES ARTICLES 5.7, 5.6, 3.2, 2.10, 2.9 ET 7.2 DE L'ACCORD EN MATIÈRE DE NOTIFICATION:

Avis sur les normes, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité

10. Article 23

A. Chaque fois qu'il n'existera pas de norme, directive ou recommandation internationale, ou que la teneur technique d'un règlement technique ou d'une procédure d'évaluation de la conformité projeté ne sera pas conforme à la teneur technique de la norme, directive ou recommandation internationale pertinente, et si le règlement technique ou la procédure d'évaluation de la conformité projeté peut avoir un effet notable sur le commerce, l'Organisation et tout autre organisme officiel pertinent:

- i) publieront sans tarder dans leur bulletin un avis annonçant l'élaboration du nouveau règlement technique ou de la nouvelle procédure d'évaluation de la conformité projeté;
- ii) notifieront sans tarder à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), par l'intermédiaire de l'autorité nationale compétente, les produits qui seront visés par les règlements techniques ou les procédures d'évaluation de la conformité, nouveaux ou modifiés, qui sont projetés en indiquant brièvement leurs objectifs et leur raison d'être. Un délai raisonnable sera ménagé pour permettre aux Membres de l'OMC de formuler des observations par écrit à cet égard; ces observations seront prises en compte sans discrimination et seront incorporées, le cas échéant, à la version finale des règlements techniques ou des procédures d'évaluation de la conformité;
- iii) permettront, sur demande, à toutes les parties intéressées de prendre connaissance des règlements techniques ou des procédures d'évaluation de la conformité projetés.

B. Les instructions sur les procédures d'évaluation de la conformité, les numéros et titres des normes et règlements techniques, les frais d'obtention de ces documents ainsi que la date de leur entrée en vigueur seront publiés dans le Journal officiel, pour autant que les instructions, normes et règlements techniques approuvés entrent en vigueur au plus tôt trois mois suivant la date de la publication.

C. Nonobstant les dispositions du présent article, dans les cas où des problèmes urgents de sécurité nationale, ou de protection de la sécurité, de la santé ou de l'environnement se posent, des règlements techniques ou des procédures d'évaluation de la conformité peuvent être approuvés et appliqués immédiatement, à condition de:

- i) notifier immédiatement à l'OMC la situation et les produits qui seront visés par ces règlements techniques ou ces procédures d'évaluation de la conformité, en indiquant brièvement leurs objectifs et leur raison d'être, pourvu que les observations que les Membres de l'OMC ont formulées par écrit soient prises en compte;
 - ii) publier les titres des règlements techniques et les instructions sur les procédures d'évaluation de la conformité dans le Journal officiel;
 - iii) permettre, sur demande, à toutes les parties intéressées de prendre connaissance des règlements techniques ou des procédures d'évaluation de la conformité approuvés.
-